

## La directrice de l'UNIFEM chez le chef de l'Etat burundais

PANA, 08/05/2009 Bujumbura, Burundi - La directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour le développement de la femme (UNIFEM), Mme Inés Alberdi, a été reçue en audience, vendredi, par le chef de l'Etat du Burundi, Pierre Nkurunziza, au terme d'une visite de travail de 72 heures dans le pays, a-t-on appris de source diplomatique à Bujumbura. Au sortir de l'audience, la patronne de l'UNIFEM s'est brièvement adressée aux médias pour féliciter les plus hautes autorités du pays sur un certain nombre d'initiatives spécifiques déjà prises dans le sens de l'amélioration du statut et de la condition des femmes qui représentent 52% des quelque 8,1 millions de Burundais.

C'est le cas de la création d'un ministère chargé des Droits de la personne humaine et du Genre, a relevé la patronne de l'UNIFEM. La gratuité de l'enseignement de base, des soins pour enfants de moins de cinq ans et mères qui accouchent, est une autre initiative qui a valu au gouvernement burundais les félicitations de Mme Alberdi. La mesure de la maternité gratuite aurait permis d'augmenter de 41%, le taux global d'accouchements assistés par du personnel qualifié en 2007, revendiquait-on fièrement du côté du ministère burundais de la Santé publique. La récente mesure de gratuité de l'éducation primaire devrait également permettre l'amélioration du taux d'analphabétisme encore élevé chez les femmes de 15 ans et plus, contre 44% chez les hommes, d'après un rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Des progrès encore plus significatifs ont été réalisés en politique grâce à une nouvelle Constitution innovatrice qui confère aujourd'hui 30% de responsabilités aux femmes dans des institutions-clés du pouvoir, comme le gouvernement et le Parlement. A l'Assemblée nationale, les femmes représentent 36% des effectifs, contre 30,9% au niveau du gouvernement et 30% au Sénat. Ce taux reste, par contre, très faible au niveau des mairies et des gouvernorats où on retrouve respectivement 11,6% et 17,6% de femmes maire et gouverneur de région. On note également que les femmes ont perdu deux postes-clés qu'elles occupaient au début de l'actuelle législature à savoir, la présidence de l'Assemblée nationale et la vice-présidence de la République. L'autre motif de frustration chez les Burundaises est qu'environ 90% d'entre elles s'occupent de l'agriculture, contribuent pour plus de 60% à la production agricole, mais sans avoir encore le droit à la terre dans un pays où les lois sur la succession, les régimes matrimoniaux et les libéralités ainsi que les us et coutumes ne favorisent pour le moment que la descendance mâle.